



RAPSE

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N°35

31 octobre 2007



27 octobre Première sommation de la riposte politique à la droite

Sommaire

- ✓ Le 27 octobre vu par l'AFP page 2
- ✓ Intervention de D. LE BRIS, responsable syndical EADS page 3-4
- ✓ Les Parisiens mobilisés page 5

LE 27 OCTOBRE VU PAR L'AFP**4.000 CV à l'Élysée, 5.000 manifestants à Jaurès:
Le PCF occupe le terrain**

Plus de promesses, que Sarkozy nous dise la vérité, on veut du boulot": c'est le cri du cœur de Christophe, jeune chômeur du Pas-de-Calais, venu samedi matin avec une centaine d'autres remettre plus de 4.000 CV au président pour l'alerter sur le sinistre qui touche sa région.

C'est dans le cadre d'une opération symbolique orchestrée par le PCF, baptisée "Vos CV à l'Élysée", qu'une centaine de "marcheurs pour l'emploi" étaient partis mercredi de Lille avec 2.000 CV de chômeurs du Nord-Pas-de-Calais, "deuxième région de France par son taux de chômage".

Sur leur route, traversant six départements - notamment les banlieues sensibles du 93 - ils ont recueilli 2.000 autres CV.

Place de la Madeleine, près de l'Élysée, un millier de manifestants, rassemblés sous un ciel morose, sont venus soutenir les marcheurs.

Une délégation composée de quatre parlementaires communistes - les députés Alain Bocquet et Jean-Jacques Candelier, les sénateurs Michelle Demessine et Jean-Claude Danglot - ainsi que six chômeurs partent vers la présidence où ils sont reçus pendant plus d'une heure, notamment par le conseiller pour l'emploi, Sébastien Veil. Ils lui remettent les 4.000 CV, soigneusement rangés dans des boîtes.

Pour sa première visite à l'Élysée, Abdelhamid Hamrouni, jeune chômeur, est impressionné et même "un peu stressé. Mais je viens témoigner pour tous les chômeurs de France et je voudrais que les CV soient réellement remis à Sarkozy".

"On n'est pas venus se plaindre, on est venus porter plainte", affirme Alain Bocquet qui entend déposer "une proposition de loi pour le droit opposable à l'emploi". "Face au président de la République qui veut culpabiliser en disant «travailler plus pour gagner plus », nous disons OK, mais donnez d'abord du travail".

"C'est avant tout une démarche politique, avec une forme originale, mais les marcheurs savent qu'ils ne repartiront pas tous avec un emploi", souligne Jean-Claude Danglot.

Alors que la délégation est reçue à l'Élysée- "fait très rare", relève M. Bocquet - le millier de manifestants, drapeaux rouges du PCF et de la CGT au vent, scandent en chœur à la Madeleine: "Sarkozy, on veut du boulot!".

Les témoignages fusent comme celui de Fethi, diplômé en Sciences économiques d'origine immigrée, dont les CV avec photo restent sans suite: "Je n'ai pas de casier judiciaire, j'adhère aux valeurs de la République, j'ai rempli ma part du contrat, que la société remplisse la sienne!".

Alain Bocquet vient rendre compte aux marcheurs: les conseillers "ont été secoués et bouleversés par les témoignages", "c'est un début, une brèche est ouverte, nous continuerons".

Les marcheurs rejoignent ensuite 5.000 manifestants rassemblés à l'initiative du PCF devant le symbolique métro Jaurès, pour "riposter" à la politique sarkozyste.

Cette première action d'envergure - hormis la fête de l'Huma- organisée par le PCF depuis sa débâcle électorale vise à démontrer la vitalité d'un parti durement secoué par ce résultat.

"Nous serons de toutes les ripostes à la droite" avec "une multitude d'initiatives", lance Marie-George Buffet.

La numéro un communiste dénonce le "renoncement" du PS qui a laissé mourir le "comité riposte" de la gauche, destiné à organiser des actions unitaires.

"Nous, communistes, sommes déterminés à combattre pied-à-pied la politique de cette droite ultra réactionnaire", promet Mme Buffet.

"Union, action, avec les communistes", lui répondent les manifestants.



EADS: un même refus de la précarité qui grandit en Europe

**Témoignage de D. LE BRIS, responsable syndical,
à la manifestation du 27 octobre**

(...) Permettez-moi aussi de saluer ici tous les militants communistes des entreprises de l'aéronautique qui viennent de décider de mieux se coordonner, de redonner du souffle à l'action communiste dans leurs entreprises et par là-même à travailler des propositions politiques et des perspectives de prolongement aux luttes syndicales.

Je le dis pour les entreprises de l'aéronautique, mais ce regain de prise de conscience de la nécessité de l'apport du débat politique dans l'entreprise est aussi en cours dans toutes les branches d'activité industrielle et de services.

Les communistes des entreprises sont disponibles, ils attendent aussi des signes forts de tout leur parti pour redevenir un moteur de réflexion, de débat et de propositions alternatives à la gestion libérale des entreprises.

Cette journée de mobilisation autour de la marche pour l'emploi initiée par nos camarades du Nord et du Pas de Calais témoigne de cette conscience qui monte, elle témoigne aussi de l'apport irremplaçable du parti communiste pour faire grandir les luttes, apporter des propositions au débat, construire pas à pas la riposte avec les citoyens tout en créant les conditions indispensables d'une novation communiste et d'un nouvel espoir à gauche.

J'en parle ainsi parce que mon vécu de responsable syndical me montre à la fois le rôle indispensable de l'action syndicale mais aussi ses limites et le risque du sentiment de fatalisme si les perspectives politiques ne sont pas visibles pour les salariés.

L'activité des communistes donne du sens aux luttes

L'activité des communistes sur l'entreprise, les propositions qu'ils soumettent aux salariés, leur analyse de la réalité et les pistes qu'ils mettent en débat, loin d'être un frein ou un obstacle à l'activité syndicale, permettent au contraire de donner du sens à leurs luttes, elles nourrissent l'espoir d'un réel changement.

Et s'il est un dossier qui reflète bien cet enjeu, c'est sans doute celui du groupe EADS et d'AIRBUS, nourri d'un paradoxe incroyable : Des carnets de commandes archi pleins qui placent AIRBUS devant BOEING, des perspectives de développement ininterrompu sur les 15 prochaines années, des produits qui enthousiasment les citoyens : il n'est qu'à constater à quel point les performances technologiques du nouveau gros porteur A380 suscitent l'admiration dans l'opinion.

(...)

Les actionnaires ont créé les retards de livraison du A380 en faisant délibérément l'impasse sur les moyens d'industrialisation et ce sont les mêmes aujourd'hui qui veulent effectuer une nouvelle saignée encore plus grave en emplois et en investissements, pour accroître leurs taux de rentabilité.

Ce sont les mêmes qui se sont remplis les poches avant d'annoncer les difficultés qu'ils ont eux-mêmes engendrées par leur gestion catastrophique au service de la bourse. C'est encore Arnaud Lagardère qui a vendu la moitié de ses actions au prix fort à la caisse des dépôts et consignations avec l'aval de l'état, c'est toujours Arnaud Lagardère qui reste aux commandes du groupe alors que l'état français détient le pôle dominant d'actions.

Après la privatisation de la société AEROSPATIALE, il a fallu à peine 6 ans de cette gestion libérale pour parvenir à un tel bilan, déplorable en terme industriel et scandaleux en termes d'image, les actionnaires étant plus soucieux de leurs intérêts privés et immédiats que de l'avenir de l'entreprise.

(...) **C'est cette soif de rentabilité financière qui met en crise toute la filière aéronautique** alors qu'elle devrait être créatrice de dizaines de milliers d'emplois.

Les derniers chiffres publiés montrent une nouvelle aggravation du déficit de la balance

commerciale industrielle du pays. Ils soulignent également que ce déficit est creusé par l'affaiblissement de notre industrie...et que c'est le bon niveau de ventes d'AIRBUS qui limite les dégâts. Il en va donc de notre avenir et l'état doit prendre ses responsabilités pour pérenniser et assurer le développement de cette filière stratégique pour notre économie.

L'aéronautique et le spatial sont un atout trop sérieux pour les laisser aux mains du marché et des actionnaires privés. (...) Au lieu de s'en prendre aux salaires et à l'emploi, il faut s'extirper du marché financier et faire le choix de financements moins coûteux, par exemple par des prêts à taux très bas octroyés par la banque d'investissements européenne et soutenue par la BCE, les taux de crédits étant d'autant plus abaissés que les investissements réalisés seraient créateurs d'emplois et de formation.

- C'est évidemment une autre logique qui serait exigée de la banque centrale européenne et cet exemple montre à quel point notre campagne contre le traité dit allégé doit monter en force.

- Cela pose aussi la question de l'exigence de nouveaux droits pour les salariés, y compris celui d'intervenir dans les choix de stratégie industrielle.

A l'inverse des 10000 suppressions d'emplois programmés par les actionnaires AIRBUS, **c'est au contraire une véritable sécurité d'emploi et de formation qu'il faut gagner dans l'aéronautique**, permettant à tous les salariés d'alterner des périodes de travail et de formation avec le maintien du salaire et du statut social. Dans toute l'aéronautique, c'est un statut unique du salarié de l'aéronautique qu'il faut gagner pour casser la roue infernale de la précarisation qui mène au déclin alors que notre industrie a besoin d'emplois stables, de salariés bien formés et bien payés.

Ce refus de la précarité est au cœur des luttes que mènent les salariés d'AIRBUS depuis plus d'un an contre la mise en place du plan POWER 08. (...)La grande nouveauté qu'a fait grandir la mobilisation contre le plan de restructuration d'AIRBUS, c'est aussi la construction de luttes convergentes à l'échelle européenne avec des rassemblements massifs et

coordonnés en Allemagne comme en France, avec une même remise en cause de la domination de l'argent roi et l'exigence des salariés d'un retour à la responsabilité des états, au contrôle de l'argent public, à la création d'emplois qualifiés portés par des projets industriels ambitieux.

Dans la dernière période, et j'ai pu en faire l'expérience, l'apport du parti communiste français et du parti de la gauche européenne a été irremplaçable pour aider à ce processus de convergences. Je veux ici souligner le soutien particulier apporté par Francis Wurtz et Jackie Hénin, y compris pour aider les militants Européens à se rencontrer et débattre.

C'est ce même refus de la précarité qui grandit aussi à l'échelle Européenne avec les grandes manifestations de ces dernières semaines en Italie et au Portugal. Toutes ces luttes montrent que des convergences sont en construction et que nous entrons dans une remise en cause profonde et consciente du libéralisme, tant dans notre pays que dans toute l'Europe.

Ce rejet de l'argent-roi peut devenir majoritaire et très vite, malgré les apparences. Mon expérience de militant syndical et communiste me pousse vraiment à la confiance. Le coup de massue du mois de mai nous a sonnés mais la confrontation du discours de Sarkozy à la réalité vécue par les citoyens ne peut que faire monter les contradictions et avec les luttes, l'exigence d'une alternative politique.

Décidément, le parti communiste a de l'avenir s'il conjugue à la fois sa volonté de novation et sa vocation à vivre au cœur des luttes citoyennes, au service de la construction d'une alternative politique vraiment à gauche.

C'est de ce parti communiste dont la France a besoin, c'est ce parti que les militants communistes des entreprises attendent et veulent faire vivre.

Ce beau rassemblement d'aujourd'hui 27 octobre révèle à l'évidence ce besoin, c'est son prolongement qui doit maintenant nous préoccuper, dans les entreprises comme dans les quartiers.



Les Parisiens mobilisés...

Malgré cette date de départ en vacances , Les communistes parisiens se sont mobilisés pour le 27: tractage aux gares métros et entreprises, affichage , rappel autour d'eux alors qu'en même temps le débat des municipales fait rage et que se prépare la journée du 18.

Huit banderoles ont fleuri : celle des sections d'entreprise comme celle de la Poste rappelant notre non au référendum , ou celle des cheminots pour le service public, celle de la JC contre la loi Pecresse ou encore celle de la Fédération de Paris ,contre le bouclier fiscal. A la fin du meeting, autour du bar-camionnette de la section RATP, des camarades disent leur satisfaction d'être à nouveau (après la mobilisation du 18) dans l'action cette fois ci en tant que parti même s'il regrette que pour cette première manifestation, toutes les forces de gauche ne soient pas encore engagées dans la riposte . La nécessité de la riposte est là et bien là et comme nous disent quelques non communistes :

"5000 ce n'est pas suffisant, mais c'est un beau début !"

↪ Dans la prochaine Lettre du RAPSE vous trouverez l'ensemble des interventions prononcées à ce rassemblement